MTL. - 1 - L.7097/1.

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 11 avril 1960, d'une demande d'avis sur un projet de loi "de défense sociale à l'égard des anormaux", a donné le 11 mai 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e april 1960 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen", heeft de 11e mei 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet ne tend pas à remettre en question les principes qui ont inspiré l'adoption de la loi du 9 avril 1930. Il a pour objet de remédier aux lacunes qu'a révélées son application. Le Gouvernement a repris à cette fin l'avant-projet qui lui a été soumis par la commission permanente de défense sociale créée par l'arrêté royal du 19 février 1956.

Les innovations principales envisagées par le projet peuvent être résumées ainsi qu'il suit :

1) Alors qu'aux termes de la loi du 9 avril 1930, la mise en observation ne pouvait avoir lieu que sur réquisition du ministère public ou à la requête de l'inculpé ou de son conseil, cette mesure pourra être ordonnée d'office par la juridiction d'instruction ou de jugement (article 2).

2) Alors que la mise en observation de l'inculpé, détenu sous mandat d'arrêt, devait se faire dans une "maison d'arrêt", conformément à l'article 110 du Code d'instruction criminelle, cette mise en observation pourra avoir lieu, dans des cas exceptionnels, par ordonnance spécialement motivée, dans un établissement psychiatrique agréé par le Gouvernement (article 1er). Pour les mêmes motifs et dans les mêmes conditions, l'internement pourra être ordonné dans ces établissements (article 7).

.../...

3) La commission qui fonctionne auprès de chaque annexe psychiatrique, qui décide de l'établissement dans lequel l'inculpé sera interné, de son transfèrement éventuel dans un autre établissement, de sa mise en liberté, sera présidée par un membre effectif de la Cour d'appel. Ce président et les autres membres de la commission seront dorénavant nommés pour un terme de trois ans au lieu de un an.

Alors qu'actuellement cette commission peut, avant de statuer, prendre l'avis d'un médecin étranger à l'administration, le projet prévoit, pour pareil cas, la consultation d'un "centre d'orientation", qui sera créé par le Roi.

4) Tandis que, sous l'empire de la législation actuelle, la mise en liberté complète ou à l'essai, décidée par la commission, n'est susceptible d'aucun recours, le projet permet au procureur du Roi de faire opposition à cette décision. Il sera statué sur l'opposition par une "commission supérieure de défense sociale" (article 20), présidée par un magistrat effectif de la Cour de cassation ou de la Cour d'appel et comprenant en outre un membre du barreau et le médecin directeur du service d'anthropologie pénitentiaire, désignés pour un terme de six ans.

5) Si la loi actuelle est muette au sujet de la capacité civile des internés, cette question est réglée par l'article 26 du projet : l'interné majeur non interdit judiciairement ne pourra disposer de ses biens sinon par testament et par contrat de mariage; il sera pourvu d'un administrateur qui exercera les fonctions de tuteur, qui effectuera les actes d'administration ou les autorisera.

.../...

Si l'inculpé est mis en liberté, il pourra seul accomplir les actes d'administration; pour les actes de disposition, il sera assisté de son administrateur.

6) Le rôle de l'avocat dans la procédure organisée par la loi a été accru :

- son assistance sera obligatoire dans toutes les phas de la procédure;
- il pourra appeler des décisions ordonnant ou refusar le placement en observation;
- son assistance s'imposera à l'inculpé qui entend demander la publicité des débats;
- il représentera l'inculpé dans les cas où il est préjudiciable d'examiner en présence de celui-ci des questions médico-psychiatriques (article 17).

7) Alors que, sous l'empire de la loi actuelle,la commission statuait sur les demandes de transfèrement dans un autre établissement, le projet prévoit qu'en cas d'urgence, le président de la commission peut ordonner le transfèrement (article 18), décision qui sera ensuite soumise à la commission.

En cas d'extrême urgence, le Ministre de La Justice peut ordonner le transfèrement de l'inculpé dans un autre établissement, à charge d'en informer le président de la commission (article 18, alinéa 2).

.../...

Le projet appelle les remarques suivantes :

Le titre d'avocat sera plus adéquatement employé que celui de conseil de l'inculpé. Il désigne, en effet, le défenseur par la qualité et le nom que le décret du 14 décembre 1810 lui a reconnuset dont la loi du 30 août 1913 a protégé l'usage. Toute confusion sera, de surcroît, ainsi évitée avec le médecin auquel l'intéressé peut, en certains cas, faire appel (articles 3, 15 et 22). L'éventualité d'une permission donnée à l'accusé par le président de la Cour d'assises, "de prendre pour conseil un de ses parents ou amis" (Code d'instruction criminelle, article 295), ne fait pas obstacle à la correction proposée : en effet, la justification de l'extension de la mission de l'avocat procède précisément, selon l'exposé des motifs, des qualités propres qui lui sont reconnues et qui ne peuvent être normalement attribuées à un parent ou à un ami de l'accusé. Si ces derniers devaient avoir de telles prérogatives, il y aurait lieu de l'exprimer. On ne s'attachera pas davantage à expliquer que si, dans des textes de lois en vigueur, le mot "conseil" est plus d'une fois utilisé pour désigner l'avocat d'un prévenu ou d'une partie, il n'en résulte pas de lege ferenda que cette confusion ne doive pas être évitée.

La remarque qui vient d'être faite s'applique aux articles 1er, 2, 4, 5, 9, 10, 16, 17, 25 du projet.

Article 1er.

La conjonction ou n'a pas seulement un sens alternatif. Elle signifie aussi "autrement dit", "en d'autres termes". Or, à l'article 1er du projet, textuellement repris d'ailleurs à la loi du 9 avril 1930,

.../...

la conjonction ou s'applique sans nul doute à trois hypothèses :

1° l'état de démence de l'inculpé;

2° l'état grave de déséquilibre mental;

3° l'état grave de débilité mentale.

Il serait, par conséquent, plus clair d'écrire :

"Lorsqu'il existe des raisons de croire que l'inculpé est, soit en état de démence, soit dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, le rendant incapable du contrôle de ses actions ...".

La même correction serait, dès lors, apportée à l'article 10. Le jury, à qui il appartiendra de répondre à la question libellée à cet article, aura, dans ces conditions, à examiner toutes les hypothèses prévues à l'article, à savoir, soit l'état de démence de l'accusé, soit l'état grave de déséquilibre mental, soit l'état grave de débilité mentale. Son attention sera ainsi appelée sur ce que, si les états mentaux dont il est question peuvent, sous l'angle de la loi de défense sociale, entraîner les mêmes conséquences, ils sont en réalité formellement distincts.

Article 8.

A l'article 4 du projet relatif à la mise en observation, il est prévu que le ministère public et l'inculpé ou son avocat peuvent appeler des décisions de la chambre du conseil. L'article 8, par contre,

.../...

qui traite de l'internement, se borne à reproduire le texte de l'article 8 de la loi du 9 avril 1930 dans lequel on a jugé inutile de préciser quelles personnes peuvent interjeter appel. Eu égard à l'innovation contenue dans l'article 4, il y aurait lieu, pour éviter toute incertitude, d'indiquer à l'article 8 par qui l'appel peut être interjeté.

Article 9.

A l'article 9, alinéa 1er, il y a discordance entre le texte français, qui prévoit une demande introduite par l'inculpé et son conseil, et le texte néerlandais, qui prévoit l'introduction de cette même demande par l'inculpé ou son conseil.

Aux articles 12 et 24 il y a lieu d'omettre les mots : "de la présente loi".

Article 26.

Les alinéas 7, 8 et 9 de cet article seraient mieux rédigés comme suit :

"Si l'interné est mis en liberté à l'essai, il peut faire seul les actes d'administration. Les actes de disposition restent soumis aux règles énoncées aux alinéas 1er, 2 et 3.

.../...

Si la libération à l'essai est révoquée, les règles énoncées aux alinéas 1er, 2 et 3 redeviennent d'application.

L'article 1304, alinéa 1er, du Code civil est applicable aux internés. Le délai de l'action en nullité prévu à cet article prend cours à partir de la libération définitive".

Article 27.

Il y a lieu de remplacer les mots : "visées dans" par les mots :"prévues par".

Het ontwerp heeft niet tot doel de beginselen die tot de wet van 9 april 1930 hebben geleid, weer aan de orde te stellen. Het strekt tot aanvulling van de leemten welke haar toepassing aan het licht heeft gebracht. De Regering heeft daarvoor het voorontwerp overgenomen, dat de bij het koninklijk besluit van 19 februari 1956 ingestelde vaste commissie tot bescherming van de maatschappij haar had voorgelegd.

De voornaamste innovaties van het ontwerp kunnen als volgt worden samengevat :

1) Terwijl volgens de wet van 9 april 1930 alleen op vordering van het openbaar ministerie dan wel op verzoek van verdachte of van diens raadsman in observatie kan worden gesteld, zal die maatregel ambtshalve door het onderzoeksgerecht of het vonnisgerecht kunnen worden gelast (artikel 2).

2) Terwijl de krachtens een bevel tot aanhouding gedetineerde verdachte overeenkomstig artikel 110 van het Wetboek van strafvordering in een "huis van arrest" in observatie moest worden gesteld, zal dit in uitzonderingsgevallen bij speciaal met redenen omkleed bevelschrift kunnen geschieden in een door de Regering erkende psychiatrische inrichting (artikel 1). Om dezelfde redenen en onder dezelfde omstandigheden zal internering in die inrichtingen kunnen worden gelast (artikel 7).

3) De bij elke psychiatrische afdeling werkende commissie, die beslist in welke inrichting de verdachte zal worden geïnterneerd, of hij eventueel naar een andere inrichting zal worden overgebracht, dan wel of hij in vrijheid zal worden gesteld, zal een werkend lid van het

.../...

Hof van beroep tot voorzitter hebben. Die voorzitter en de overige commissieleden zullen voortaan voor drie en niet voor één jaar worden benoemd.

Terwijl die commissie tot nog toe, alvorens uitspraak te doen, het advies van een niet tot de administratie behorend geneesheer kan inwinnen, zal zij in zodanig geval een door de Koning op te richten "oriënteringscentrum" kunnen raadplegen.

4) Terwijl de huidige wetgeving geen beroep kent tegen de door de commissie gelaste volledige vrijstelling of vrijstelling op de proef, staat het ontwerp de procureur des Konings toe tegen deze beslissing in verzet te komen. Op het verzet zal worden beschikt door een "hoge commissie tot bescherming van de maatschappij" (artikel 20), voorgezeten door een werkend magistraat van het Hof van cassatie of van het Hof van beroep, en voor 't overige samengesteld uit een lid van de balie en de geneesheer-bestuurder van de antropologische dienst bij de strafinrichting, allen aangewezen voor een termijn van zes jaar.

5) Het vraagstuk van de handelingsbekwaamheid der geïnterneerden, waar de huidige wet zich niet over uitlaat, wordt door het ontwerp geregeld in artikel 26 : de niet gerechtelijk onbekwaamverklaarde meerderjarige geïnterneerde zal niet dan bij testament en bij huwelijkscontract over zijn goederen kunnen beschikken; hem zal een als voogd optredende bewindvoerder worden toegevoegd, die de handelingen van beheer zal verrichten of hiertoe machtiging zal verlenen.

.../...

Een in vrijheid gesteld verdachte zal handelingen van beheer alléén kunnen verrichten; voor handelingen van beschikking zal zijn bewindvoerder hem bijstaan.

6) De taak van de advocaat in de door de wet geregelde rechtspleging werd uitgebreid :

- in alle fasen van de rechtspleging zal zijn bijstand verplicht zijn;
- hij zal hoger beroep kunnen instellen tegen beslissingen die inobservatiestelling gelasten of weigeren;
- de verdachte die openbaarheid van de debatten wil vragen, zal zich door hem moeten laten bijstaan;
- hij zal de verdachte vertegenwoordigen ingeval het nadelig mocht zijn medisch-psychiatrische kwesties in diens tegenwoordigheid te onderzoeken (artikel 17).

7) Terwijl de commissie krachtens de huidige wet beschikt op aanvragen om overbrenging naar een andere inrichting, zal die overbrenging in spoedgevallen door de commissievoorzitter kunnen worden gelast (artikel 18). Deze beslissing wordt naderhand aan de commissie voorgelegd.

Bij uiterste spoed kan die overbrenging door de Minister van Justitie worden gelast, met kennisgeving aan de voorzitter van de commissie (artikel 18, tweede lid).

Bij het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

.../...

Beter dan "raadsman" ware "advocaat" van de verdachte. Dit is de titel voor de verdediger in de hoedanigheid en met de naam welke het decreet van 14 december 1810 hem heeft toegekend en waarvan het gebruik door de wet van 30 augustus 1913 beschermd is. Mogelijke verwarring met de adviserende geneesheer op wie de betrokkene in bepaalde gevallen een beroep kan doen (artikelen 3, 15 en 22), wordt daarmee tevens uitgesloten. Dat de voorzitter van het Hof van assisen verdachte kan toestaan "een van zijn verwanten of vrienden tot raadsman te nemen" (Wetboek van strafvordering, artikel 295), staat de voorgestelde verbetering niet in de weg : de uitbreiding van de taak van de advocaat is volgens de memorie van toelichting juist te verantwoorden op grond van zijn specifieke bevoegdheid, die normaal niet aan verwanten of vrienden van de beschuldigde kan worden toegekend. Mochten dezen zodanige prerogatieven hebben, dan zou dit moeten worden gezegd. Het hoeft geen nader betoog dat het herhaalde gebruik van de term "raadsman" voor de advocaat van een beklaagde of partij in de bestaande wetteksten, geen reden is om in de nieuwe de verwarring niet te vermijden.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 1, 2, 4, 5, 9, 10, 16, 17, 25 van het ontwerp.

Artikel 1.

Het voegwoord of heeft niet alleen een alternatieve betekenis. Het betekent ook "anders gezegd", "met andere woorden". In artikel 1 van het ontwerp dat, althans in het Frans, woordelijk is overgenomen uit de wet van 9 april 1930, slaat het voegwoord of ongetwijfeld op drie gevallen :

.../...

1° krankzinnigheid;

2° ernstige geestesstoornis;

3° ernstige zwakzinnigheid.

Een duidelijkere lezing ware derhalve :

"Wanneer er gronden zijn om aan te nemen, dat de verdachte verkeert hetzij in staat van krankzinnigheid, hetzij in een ernstige staat van geestesstoornis of van zwakzinnigheid die hem tot het controleren van zijn daden ongeschikt maakt ...".

In artikel 10 ware dan dezelfde verbetering aan te brengen. De jury, die op de daar geformuleerde vraag dient te antwoorden, zal dus alle in het artikel bedoelde hypothesen moeten onderzoeken, dit is hetzij krankzinnigheid, hetzij ernstige geestesstoornis, hetzij ernstige zwakzinnigheid. Daarmee zal er haar op gewezen zijn, dat de bedoelde geestestoestanden, al kunnen zij uit het oogpunt van de wet tot bescherming van de maatschappij dezelfde gevolgen hebben, in feite duidelijk van elkaar zijn te onderscheiden.

Artikel 8.

Artikel 4 van het ontwerp betreffende de inobservatiestelling bepaalt, dat het openbaar ministerie en de verdachte of diens advocaat hoger beroep kunnen instellen tegen de beslissingen van de raadkamer. Artikel 8 daarentegen, dat over de internering handelt, bepaalt zich tot het overnemen van artikel 8 van de wet van 9 april 1930, waarin het onnodig werd geacht nader aan te geven van wie hoger beroep kan uitgaan. Gelet op het

.../...

novum van artikel 4, zou artikel 8, wil het geen onzekerheid laten bestaan, moeten zeggen wie het hoger beroep kan instellen.

Artikel 9.

In artikel 9, eerste lid, stemt de Nederlandse tekst, die spreekt van een verzoek van de verdachte of van diens raadsman, niet overeen met de Franse die luidt: "sur la demande de l'inculpé et de son conseil".

In de artikelen 12 en 24 schrappe men de woorden "van deze wet".

Artikel 26.

Het zevende, achtste en negende lid van dit artikel kunnen beter worden gelezen als volgt :

"Wordt de geïnterneerde op de proef in vrijheid gesteld, dan kan hij handelingen van beheer alléén verrichten. Handelingen van beschikking blijven onderworpen aan de in het eerste, tweede en derde lid bepaalde regelen.

Wordt de invrijheidstelling herroepen, dan vinden de in het eerste, tweede en derde lid bepaalde regelen opnieuw toepassing.

Artikel 1304, eerste lid, van het Burgerlijk Wetboek is op de geïnterneerden toepasselijk. De in dat artikel voor de vordering tot nietigverklaring bepaalde termijn gaat in bij de definitieve invrijheidstelling".

.../...

Artikel 27.

De woorden "op de in deze wet bedoelde" dienen te worden vervangen door "op de bij deze wet voorgeschreven".

La Chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.E.JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E.JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.